



Extraits de la concession d'aménagement

2.1

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MONTEILMAR-SESAME

SPLA MONTEILMAR-SESAME
DEVELOPPEMENT

OPERATION D'AMENAGEMENT

PARC D'ACTIVITES DE « L'ETANG »

COMMUNE DE CHATEAUNEUF DU RHONE

CONCESSION D'AMENAGEMENT

Reçu en Préfecture de la Drôme le 27 AVR. 2011

Notifié par Montélimar-Sésame à l'Aménageur le 29 AVR. 2011

Entre les soussignées :

La Communauté d'Agglomération Montélimar-Sésame, représentée par son Président, Monsieur Franck REYNIER, ou son représentant par délégation, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération n° 1-28 du 29 Mars 2010, ci-après dénommée "Montélimar-Sésame",

d'une part,

Et :

La Société Publique Locale d'Aménagement Montélimar-Sésame Développement au capital de 195 452,76 €, dont le siège social est situé Hôtel de Ville, Place Emile LOUBET- 26200 MONTEILMAR, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS sous le numéro 385285721, représentée par son Président, Monsieur Joël DUC, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration, en date du 16 octobre 2008, ci-après dénommée « l'Aménageur »,

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

1. Montélimar-Sésame ayant pour objectif d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil d'activités économiques, a décidé :

- par délibération de son assemblée délibérante, en date du 9 février 2009 visée en Préfecture de la Drôme le 17 février 2009 d'élaborer un projet d'aménagement d'un parc d'activités au lieu-dit « L'Etang » à Châteauneuf du Rhône,
- par délibération en date du 29 mars 2010 de mettre en œuvre ce projet d'aménagement, désigné ci-après par le terme "opération" dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme,
- par délibération en date du 28 mars 2011 de désigner l'Aménageur et de lui confier, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement(1).

2. La présente concession d'aménagement a été approuvée par délibération du Conseil d'Administration de l'Aménageur en date du 13 janvier 2011.

(1) Les conditions générales du contrôle exercé par Montélimar-Sésame actionnaire majoritaire de la SPLA « Aménageur », sur cette dernière, de manière analogue au contrôle qu'elle exerce sur ses propres services, sont définies par ailleurs dans les documents qui régissent le fonctionnement structurel de la SPLA « Aménageur » partie au présent contrat et ne sont pas reprises dans la présente concession.

2.1

3. Le programme global prévisionnel des équipements et constructions projetés à mettre en œuvre dans le cadre de l'opération d'aménagement est précisé à l'article 1 de la présente concession d'aménagement et détaillé en annexes 1 et 2.

La mission et la nature des tâches à réaliser par l'Aménageur pour la réalisation de ce programme sont précisées à l'article 2 du présent contrat.

Il est par ailleurs précisé que Montélimar-Sésame s'est assurée de la compatibilité de son projet avec les documents d'urbanisme en vigueur sur le secteur concerné, ou à défaut s'engagera à mettre en œuvre les procédures nécessaires pour que ces documents d'urbanisme permettent la réalisation du projet dans les conditions prévues, et s'attachera à ce que l'opération reste compatible avec lesdits documents, le cas échéant modifiés ou révisés.

La présente concession d'aménagement est destinée à fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles l'Aménageur réalisera ses missions, sous le contrôle de Montélimar-Sésame.

Il est ici précisé que l'Aménageur s'engage, au titre du présent contrat, sur la base des conditions économiques, législatives et réglementaires existantes à la date de sa signature.

Le contenu et les conditions de financement de l'opération sont susceptibles d'évoluer à la demande de Montélimar-Sésame ou sur proposition de l'Aménageur. La participation du Montélimar-Sésame est alors susceptible d'évoluer pour tenir compte des nouvelles conditions engendrées par ces modifications qui ne pourront s'opérer que dans le cadre d'un avenant au présent contrat.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PARTIE I : MODALITES GENERALES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 1 - Objet de l'opération

1.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme, et dans les conditions déterminées par la présente concession d'aménagement, Montélimar-Sésame transfère à l'Aménageur qui l'accepte, la réalisation de l'opération d'aménagement dite Parc d'activités de l'Etang à Châteauneuf du Rhône, dont le principe, le programme, la délimitation et les éléments financiers prévisionnels ont été définis et arrêtés par délibération du 29 mars 2010.

1.2 Cette opération s'inscrit dans un périmètre figurant sur le plan joint en annexe 2 des présentes.

Son aménagement doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global des constructions comprenant 60.564 m² aménagés et 50.455 m² commercialisés représentant 25 lots.

2.1

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des acquéreurs, occupants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération, ces travaux étant réalisés dans le cadre de la présente concession.

Le programme global de travaux de l'opération est détaillé en annexes 1 et 2 de la présente concession. Il détermine notamment la personne publique ou privée destinataire de l'ouvrage qu'il s'agit de réaliser, de collectifs ou d'autres groupements de collectivités, ou des concessionnaires de services publics. Y figure l'accord de ces collectivités, groupements de collectivités ainsi que celui des concessionnaires de service public sur le principe de la réalisation de ces équipements, sur les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, sur leur participation au financement.

Si le programme des travaux ou ses conditions de financement venaient à être remis en cause du fait de Montélimar-Sésame ou des autres personnes publiques ou privées destinataires des ouvrages ou pour tout autre raison, un avenant interviendrait pour prendre acte de ces modifications et de leurs conséquences notamment sur le bilan financier prévisionnel.

ARTICLE 2 - Mission de l'Aménageur

En vue de la réalisation de sa mission, l'Aménageur prendra en charge les tâches suivantes :

- Acquérir la propriété, à l'amiable ou par voie de préemption ou d'expropriation, les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, ainsi que les droits mobiliers compris dans le périmètre de l'opération, ainsi que ceux qui, bien que situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans l'opération. Gérer les biens acquis et, le cas échéant, assurer le logement des occupants de bonne foi, indemniser ou réinstaller les commerçants, artisans ou autres bénéficiaires de droits, les informer sur les différentes aides dont ils peuvent bénéficier.
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet.
- Démolir les bâtiments existants dont la démolition est nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement. Aménager les sols et réaliser les équipements d'infrastructures propres à l'opération destinés à être remis à Montélimar-Sésame, ou aux autres collectivités publiques ou groupement de collectivités intéressés, aux associations syndicales ou foncières, ainsi qu'aux concessionnaires de service public.
- Réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération précisé en annexe 1 de la présente convention, en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération figurant en annexe 3.
- Commercialiser les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, en les cédant, les concédant ou les louant, suivant les dispositions du règlement de lotir, à leurs divers utilisateurs agréés par le Président de Montélimar-Sésame. Mettre en place des moyens efficaces pour assurer la commercialisation dans les meilleures conditions possibles ; organiser toute structure d'accueil et de conseil des acquéreurs potentiels. Préparer et signer tous les actes nécessaires.

ARTICLE 14 - Remise des ouvrages

14.1 - Les ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés en application de la présente concession d'aménagement et ayant vocation à revenir dans le patrimoine de Montélimar-Sésame et notamment les voiries, les réseaux et les espaces libres, appartiennent à Montélimar-Sésame au fur et à mesure de leur réalisation et lui reviennent de plein droit dès leur achèvement.

Dès l'achèvement des équipements et ouvrages, l'Aménageur doit inviter Montélimar-Sésame à participer aux opérations de remise desdits équipements et ouvrages. Les opérations constateront ce retour sans cependant l'opérer. En effet, si Montélimar-Sésame ne peut refuser la remise d'un équipement ou d'un ouvrage propre à sa destination elle peut toutefois, à cette occasion, formuler toutes réserves et inviter l'Aménageur à y remédier. En cas d'absence d'un représentant de Montélimar-Sésame lors des opérations de remise, celles-ci seront considérées comme accomplies de fait.

Les concessionnaires de service public et les associations syndicales ou foncières intéressés par les équipements ou ouvrages réalisés, seront invités aux opérations de remise. Montélimar-Sésame, propriétaire de ces biens de retour, leur remettra les équipements ou ouvrages en présence de l'Aménageur.

14.2 - Les ouvrages ou équipements ou parties d'ouvrages ou d'équipements réalisés en application de la présente concession d'aménagement et ayant vocation à entrer dans le patrimoine d'autres collectivités que Montélimar-Sésame ou de groupement(s) de collectivités, seront remis dès leur achèvement à leur destinataire par Montélimar-Sésame en présence de l'Aménageur.

14.3 - L'aménageur a l'obligation de faire préparer et présenter à la signature de Montélimar-Sésame ou, le cas échéant, des personnes autres intéressées, un acte authentique réitérant le transfert de propriété des terrains d'assiette des voies, réseaux divers, espaces plantés ou non plantés, ou autres équipements.

14.4 - L'achèvement est réputé réalisé, au sens du présent article, au plus tard, pour les voies, les équipements publics de superstructures et les espaces libres, dès leur ouverture au public, et pour les réseaux dès leur mise en exploitation.

Le classement des voies à l'intérieur de la zone dans la voirie publique est, s'il y a lieu, opéré par l'autorité compétente et selon les règles en vigueur.

A la date de mise en service des ouvrages ou équipements et au plus tard à la date de leur remise, l'Aménageur fournit à la personne à laquelle l'ouvrage est remis une l'ensemble des plans des ouvrages ou équipements tels qu'ils ont été exécutés, ainsi que tous les documents nécessaires à leur exploitation, utilisation ou encore fonctionnement.

14.5 - A la remise des ouvrages à Montélimar-Sésame, l'Aménageur établira une "fiche d'ouvrage", précisant, comme stipulé ci-dessous, les éléments nécessaires à l'intégration de l'équipement ou de l'ouvrage dans le patrimoine de la personne destinataire :

- a) Identification de l'ouvrage ou de l'équipement,
- b) Coût complet hors taxes de l'ouvrage ou de l'équipement incluant : le coût d'acquisition des terrains d'emprise et les frais annexes liés à ces acquisitions, déterminés directement ou par ratio ; le coût de mise en état des sols (démolition, dépollution...) rapportés à l'emprise remise ; le coût des travaux, mis en œuvre pour la réalisation de l'ouvrage ou de l'équipement et des honoraires d'études et de services liés à ces travaux (maîtrise d'œuvre, CSPS, bureau de contrôle technique...) ; les autres charges indirectes comme les honoraires des tiers (autres études et expertises diverses), rémunération de l'Aménageur, frais financiers... L'affectation des charges indirectes se fera selon des clefs de répartition objectives.
- c) Participation éventuellement due suivant les dispositions prévues à l'article 16.4 ci-après.



SPL MONTE LIMAR AGGLO DEVELOPPEMENT

PV DE REMISE D'OUVRAGE ZAE De l'Etang à Châteauneuf du Rhône

En application de l'article 14.1 de la Convention Publique d'Aménagement notifiée le 29 avril 2011 par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Sésame à la SPL Montélimar-Sésame Développement, « les ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés en application de la présente concession d'aménagement et ayant vocation à revenir dans le patrimoine de Montélimar-Sésame et notamment les voiries, les réseaux et les espaces libres, appartiennent à Montélimar-Sésame au fur et à mesure de leur réalisation et lui reviennent de plein droit dès leur achèvement.

Dès l'achèvement des équipements et ouvrages, l'Aménageur doit inviter Montélimar-Sésame à participer aux opérations de remise desdits équipements et ouvrages. Les opérations constateront ce retour sans cependant l'opérer. En effet, si Montélimar-Sésame ne peut refuser la remise d'un équipement ou d'un ouvrage propre à sa destination elle peut toutefois, à cette occasion, formuler toutes réserves et inviter l'Aménageur à y remédier. En cas d'absence d'un représentant de Montélimar-Sésame lors des opérations de remise, celles-ci seront considérées comme accomplies de fait.

Les concessionnaires de service public et les associations syndicales ou foncières intéressés par les équipements ou ouvrages réalisés, seront invités aux opérations de remise. Montélimar-Sésame, propriétaire de ces biens de retour, leur remettra les équipements ou ouvrages en présence de l'Aménageur. »

Le procès-verbal de remise d'ouvrage est distinct de la fiche d'ouvrage prévue à l'article 14.5 de la concession d'aménagement, qui devra être établie ultérieurement et comprendra les éléments de détermination du coût de l'ouvrage.

1°) Le représentant la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération, concédante de l'opération d'aménagement du Parc d'Activités de l'Etang à Châteauneuf du Rhône,

2°) Madame Elisabeth CAILLAT, représentant la SPL Montélimar Agglo Développement, concessionnaire chargée de la réalisation de l'opération d'aménagement du Parc d'Activités de l'Etang à Châteauneuf du Rhône,

Se sont réunis à l'effet de procéder à la remise des ouvrages par la SPL Montélimar-Agglo Développement à la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération, conformément aux dispositions de l'article 14.1 de la concession d'aménagement du parc d'activités de l'Etang

Société Publique Locale "MONTE LIMAR AGGLO DEVELOPPEMENT"

Hôtel de Ville

Place Emile Loubet - 26200 MONTE LIMAR

Tel : 04 75 53 17 30 - Fax : 04 75 53 17 48

Capital social - 234.531 € - N° Siren - B 385 285 721

Courriel : e.caillat@spl-montelimar-agglo.fr

à Châteauneuf du Rhône. « Dès l'achèvement des équipements, l'Aménageur doit inviter la Collectivité concédante à participer aux opérations de remise desdits ouvrages »,

Ces ouvrages ont été réalisés en exécution des marchés suivants :

N° marché	Entreprise	N°lot	Date réception	Caution
2000-MT-2011-24	Eiffage Travaux Publics	1 Voirie	19/12/2012	Restituée
2000-MT-2011-25	Gpt Berthouly TP Rivasi - Sobeca	2 Réseaux hydrauliques	19/12/2012	Restituée
2000-MT-2011-26	Spie Sud Est	3 Réseaux secs	18/12/2012	Restituée
2000-MT-2011-27	Espic Daniel	4 Aménagements paysagers	12/12/2012	Restituée
2000-MT-2019-042	Eiffage Route	Réfection voirie	04/03/2020	Restituée

Le DOE est remis ce jour en format dématérialisé au représentant de la communauté d'agglomération qui le reconnaît.

Les susnommés constatent à l'unanimité et sans réserve la conformité des ouvrages aux plans approuvés par le concédant de l'opération d'aménagement, et leur bon état d'entretien ; en conséquence, le représentant de la communauté d'agglomération déclare en accepter la remise.

A dater de la présente remise :

1°) La remise des ouvrages par la SPL Montélimar-Agglo Développement à la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération est constatée ; la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération en assurera désormais leur garde et en sera seule responsable.

2°) La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération assurera l'entretien et la gestion des ouvrages remis, sous réserve des obligations résultant pour les entrepreneurs ayant réalisé les ouvrages, des clauses de garantie contenues dans leur marché, et de leur responsabilité.

3°) La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération demandera un transfert de contrat au concessionnaire EDF : Tarif Bleu Eclairage Public

Compte facturation : 8584522343

Réf acheminement : 19714616388612

Contact : 04.26.70.17.22

Compteur : ancien modèle

Procédure : la Communauté d'Agglomération doit prendre contact pour faire changer le titulaire du contrat et communiquer Siret, RIB.

4°) La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération demandera un transfert de la convention de mise à disposition d'infrastructures à Adetim,

Adetim s'est vue confiée l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques haut et très haut débit sur le territoire de la Drôme. A ce titre, Adetim déploie et exploite un réseau de collecte en fibre optique visant à raccorder des utilisateurs finaux.

Société Publique Locale "MONTELIMAR AGGLO DEVELOPPEMENT"

Hôtel de Ville

Place Emile Loubet – 26200 MONTELIMAR

Tel : 04 75 53 17 30 - Fax : 04 75 53 17 48

Capital social – 234.531 € - N° Siren – B 385 285 721

Courriel : e.caillat@spl-montelimar-agglo.fr

EC

Une convention de labellisation Premium pour la desserte Très Haut Débit a été signée le 12 octobre 2012 (voir PJ) pour permettre au parc d'activités de Châteauneuf de bénéficier de la fibre optique.

Une convention de mise à disposition d'infrastructures de communications électroniques a été signée le 12 octobre 2012 (voir PJ). Le gestionnaire met à la disposition du locataire ses fourreaux et ses chambres techniques contre rémunération calculée sur le nombre de ml utilisé.

Procédure : la Communauté d'Agglomération doit prendre contact pour faire changer le titulaire du contrat et communiquer procédure de facturation et d'encaissement.

Il est précisé que le transfert de propriété des terrains d'assiette des ouvrages remis fera ultérieurement l'objet d'une réitération par acte authentique, qui sera soumis aux formalités de la publicité foncière.

La SPL Montélimar-Agglomération Développement établira dans un délai de deux semaines à compter de présent procès-verbal de remise d'ouvrage la fiche d'ouvrage prévue par l'article 14.5 de la concession d'aménagement et l'adressera à la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération.

Fait en 2 exemplaires :

le 1^{er} pour le représentant de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération,

le 2^{ème} pour la SPL Montélimar-Agglomération Développement

Dressé par Madame Elisabeth CAILLAT, Directrice Générale Déléguée de la SPL Montélimar-Agglomération Développement

Le représentant de la Communauté
D'Agglomération Montélimar-agglomération

Madame Elisabeth CAILLAT
Directrice de la SPL



A Montélimar le 20/05/21
Le Président



Julien CORNILLET

Société Publique Locale "MONTELMAR AGGLO DEVELOPPEMENT"

Hôtel de Ville

Place Emile Loubet - 26200 MONTELMAR

Tel : 04 75 53 17 30 - Fax : 04 75 53 17 48

Capital social - 234.531 € - N° Siren - B 385 285 721

Courriel : e.caillat@spl-montelimar-agglo.fr



Envoyé en préfecture le 28/06/2023

Reçu en préfecture le 28/06/2023

Publié le 03.07.2023



ID : 026-200040459-20230621-2023_06_21_301-DE

Le 28/06/2023
M. le Maire
M. le Président du Conseil municipal
M. le Président du Conseil d'administration
M. le Président du Comité de gestion
M. le Président du Comité de suivi
M. le Président du Comité de concertation
M. le Président du Comité de médiation
M. le Président du Comité de dialogue
M. le Président du Comité de concertation
M. le Président du Comité de médiation
M. le Président du Comité de dialogue

**DÉLIBÉRATION N° 2.02
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 DÉCEMBRE 2022
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 29 NOVEMBRE 2022
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLIMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET**

L'an deux mille vingt-deux, le 07 décembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Allain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération n° 2.02 et à partir de la délibération n° 5.00), Mme Emeline MEHUKAJI, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sandrine MOURIER, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir à M. Laurent LANFRAY), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Bernard CHARPENEL (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Aurore DESRAYAUD (pouvoir à M. Christophe ROISSAC), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJI), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Florence MERLET (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Cyril MANIN).

EXCUSÉS : M. Chérif HEROUM, Mme Danièle JALAT.

ABSENTS : M. Karim BENSID-AHMED, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération n° 3.00 et jusqu'à la délibération n° 4.02), M. Karim OUMEDDOUR,

Secrétaire de séance : Mme Valérie ARNAVON.

2.02 _ PARC D'ACTIVITÉS DE L'ÉTANG À CHÂTEAUNEUF-DU-RHÔNE - CLÔTURE DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - APPROBATION DU BILAN DE L'OPÉRATION ET QUITUS

M. Yves COURBIS, Vice-président, rapporteur expose à l'assemblée :

Il est rappelé aux membres du Conseil communautaire que par concession d'aménagement en date du 29 avril 2011 et ses avenants n°1 et 2, la communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération a confié l'aménagement du parc d'activités de l'Etang à Châteauneuf-du-Rhône à la société publique locale (SPL) Montélimar Agglo Développement.

A l'achèvement de la concession, le bilan de clôture de l'opération établi et arrêté par le concessionnaire doit être approuvé par le concédant.

Sur la base du document arrêté au 24/11/2022, il est proposé d'approuver le bilan de clôture de la concession du parc d'activités de l'Etang et de mettre ainsi fin à ce contrat.

Le bilan de clôture de l'opération fait apparaître un total de et un total de recettes de 1 860 699,59€ HT incluant la participation actée de 118 000€ indiqué à l'article 16.4 de la concession et par conséquent un résultat d'opération déficitaire de 364 875,67€.

Conformément à l'article 24.5 du contrat de concession, si le solde est négatif, le concédant doit verser à l'aménageur une participation destinée à parvenir à un solde comptable d'exploitation final nul.

Cette participation n'ayant pas de lien direct et immédiat avec le prix d'une livraison de biens, elle n'est pas soumise à TVA et est considérée comme une subvention d'équipement attribuée au coût global de l'opération d'aménagement imputée au compte 20422.

Aucune dette ni créance liée à l'aménagement n'est à reprendre par Montélimar Agglomération compte tenu de leur prise en compte dans le résultat d'exploitation. Les emprises commercialisables ayant fait l'objet de cession à des acquéreurs, aucune rétrocession de terrain n'est à prévoir.

Ne prennent pas part au vote : M. FIGUET, V. JOVEVSKI, F. CARRERA, P. BEYNET, E. PHILIPPEAU, L. CHAUVEAU, N. GRAVES, C. GILLET (membres du C.A. de la SPL)

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses article L.5211-1 et L.5211-9 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses article L.300-1, L.300-4 et L.300-5,

Vu la convention de concession d'aménagement du parc d'activités de l'Etang du 29 avril 2011 et notamment son titre IV ainsi que ses deux (2) avenants ;

Vu le bilan de clôture en date 24/11/2022 ;

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER le bilan de clôture de l'opération de concession d'aménagement du parc d'activités de l'Etang à Châteauneuf du Rhône.

D'APPROUVER le versement d'une subvention d'équipement, qui sera imputée au compte 20422 du budget général, d'un montant de 364 875,67 € correspondant au solde négatif d'exploitation.

DE DONNER quitus à la SPL Montélimar Agglo Développement de sa mission de concessionnaire de l'aménagement du parc d'activités de l'Etang.

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 08 décembre 2022

Julien CORNILLET
Président



Valérie ARNAVON
Secrétaire de séance